



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



Rien ne pourra détruire les ponts que nous construisons !

RAPPORT ANNUEL 2015

Rapport moral
Rapport d'activités
Rapport financier



NOS PARTENAIRES EN 2015



SOMMAIRE

NOS PARTENAIRES EN 2015	3
RAPPORT MORAL	5
RAPPORT D'ACTIVITÉS	9
1. TROIS MÉTIERS POUR LA SOLIDARITÉ	10
2. VIE ASSOCIATIVE	11
Les instances, au cœur de la mise en œuvre du cadre stratégique	11
Le CFSI, toujours investi dans les espaces collectifs	11
3. NOURRIR LES VILLES – NOURRIR LE MONDE	12
Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest : l'agriculture familiale à la reconquête des marchés urbains	12
Campagne ALIMENTERRE : risque climatique, défi alimentaire	14
Centre de ressources alimenterre.org : capitaliser et sensibiliser	16
Plaidoyer : des politiques cohérentes avec le développement de l'agriculture familiale	17
4. COOPÉRER AUTREMENT	18
Coopérer autrement en acteurs de changement : renouveler les pratiques de partenariats	18
Programme Concerté Pluri Acteurs Jouvissour : pour l'enfance et avec la jeunesse	20
Programme Concerté Pluri Acteurs Congo : de la confiance vers l'action collective	21
RAPPORT FINANCIER	23
Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI	24
Les emplois et les ressources de l'exercice 2015	24
Le bilan du CFSI	27
ANNEXES	29
Liste des projets sélectionnés en 2015	30
Instances associatives	34
L'équipe salariée au 31 mai 2016	36
Glossaire	37

RAPPORT MORAL

En 2015, la vie du CFSI, plateforme pour la Solidarité internationale (SI), a été dans la continuité des précédentes années dans tous ses aspects : le « cadre stratégique » de 2012 reste d'actualité, le « projet de direction » d'octobre 2014 en a réactualisé la mise en œuvre et l'adoption en 2015 du projet associatif l'a complété.

Des avancées significatives sont pourtant à souligner, dans un contexte marqué par une intense activité internationale, et par des attentats, cette fois-ci dans notre pays.

Du contexte d'abord je voudrais retenir trois familles d'évènements :

D'abord 2015 a été une grande année dans la politique internationale, avec les trois conférences, celle d'Addis-Abeba sur les financements du développement et du changement climatique, l'Assemblée générale de l'ONU qui a approuvé les 17 objectifs de développement durable (ODD) et la COP21 qui a remis en route le travail international sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation aux changements climatiques. Le CFSI n'en est pas un acteur de premier plan, mais il a été présent dans la plateforme d'Action Mondiale contre la Pauvreté (AMCP) et avec l'Association Dossiers et Débat pour le Développement durable (4D) dans le programme OurLife21, chaque fois avec plusieurs de ses membres (CGT, Cités Unies France, Grdr, Ingénieurs sans frontières en particulier). Les échanges pour le chantier stratégique de Coordination Sud ont montré l'importance d'investir les ODD. Le CFSI devra en être !

Mais **les moyens financiers** sont plus difficiles d'accès : nous avons déjà constaté que les règles de l'Union européenne (UE) privilégient les grosses structures et que les moyens publics se concentrent sur l'Agence Française de Développement (AFD) (mais c'est un partenaire de qualité pour nous et son autonomie a été maintenue après des perspectives de regroupement avec la Caisse des Dépôts et Consignations). S'ajoutent les élections régionales qui ont fait perdre à plusieurs de nos membres et à ceux du réseau **ALIMENTERRE** de bons partenaires. Tout cela alors que la collecte auprès du public est en légère réduction. C'est un chantier important que de nous tourner vers toutes les sources de financement qui soient en cohérence avec nos valeurs ! Et de toujours inciter nos contemporains à aller à la rencontre de l'autre.

L'impact des attentats sur le sens à donner à la solidarité

Nous étions un certain nombre au colloque IRISS « Sciences et sociétés » en janvier 2015 quand ont eu lieu les attentats à Charlie Hebdo et à l'Hyper Casher. Le CFSI a rappelé sa solidarité avec toutes les victimes des violences dans le monde, une solidarité indivisible ni nationale ni internationale : la réflexion sur ce que signifie la solidarité internationale en est que plus importante.

Et nous étions à Oran quand ont eu lieu les attentats le 13 novembre à Paris. La minute de silence avec nos amis algériens le lendemain matin et le partage de paroles qui a suivi sont dans tous les cœurs de ceux qui y ont participé. Une déclaration a été approuvée : *« ils ne détruiront pas les ponts que nous avons construits ».*

Le travail collectif au sein de notre plateforme me semble avoir été particulièrement vif ces derniers mois.

La mise en œuvre progressive du programme **Coopérer Autrement en Acteurs de Changement** (CAAC) nous a permis avec la conférence d'octobre 2015 d'en voir les premiers fruits, avec les opérations pilotes qui jouent bien leur rôle de stimulation à nos réflexions.

Les **deux PCPA** ont été actifs, avec toujours des difficultés qu'il a fallu surmonter : le contexte politique au Congo Brazzaville a empêché des rencontres et le financement promis localement (non versé à ce jour) ont contraint à réduire la voile. Jousour vient de renouveler son équipe, mais l'université d'automne sur l'utilité sociale des associations a été un grand succès, avec une ouverture très concrète à la recherche en sciences sociales algérienne et française, comme la réunion organisée par Cités Unies France (CUF) à Bejaia en septembre. Dans ces deux programmes, plusieurs membres du CFSI sont très impliqués.

J'ai aussi en mémoire les réunions autour de **l'alimentation et de l'agriculture familiale**, dont celle du 9 novembre 2015 de bilan du programme triennal agriculture et alimentation, incluant les projets Nourrir les villes, ALIMENTERRE et le plaidoyer. Le réseau des partenaires de la campagne ALIMENTERRE a affirmé ses orientations et s'est bien approprié la campagne : le rôle du CFSI y est essentiel, mais sans amoindrir celui de chaque point focal ou partenaire. La synergie entre les différents volets agriculture et alimentation avance et leur contribution à la structuration des milieux associatifs ici et là-bas aussi : nous espérons que cela conduira au renouvellement de l'appui de l'AFD, avec l'approbation du projet « Terres nourricières » ...

Le Chantier stratégique a profité du bilan que Jean Louis Vielajus a fait de ses 16 années comme délégué général du CFSI. Parmi les points d'attention qu'il nous avait cités je retiens : « *le CFSI est une plate-forme qui contribue à créer des espaces collectifs où ses membres peuvent être minoritaires : il faut veiller à l'articulation entre le CFSI et les plateformes qu'il génère ; le CFSI compte 20 membres. Il est nécessaire d'élargir la base associative et cet élargissement doit s'accompagner d'un travail sur l'identité commune...* ». Ces quelques phrases pourront nous guider dans la réflexion que nous engageons sur la plateforme qu'est et doit être le CFSI, en complément des trois débats repérés : sur la solidarité internationale, sur le CFSI et les acteurs économiques, sur la plus-value de l'approche territoriale.

Pour la solidarité internationale, les réflexions conduites en 2015 doivent nous conduire à la formulation d'un texte d'étape.

Le débat en conseil de direction (CD) le 15 décembre dernier a ré-ouvert nos échanges sur « **le CFSI et les acteurs économiques** ». Retenons en une des conclusions : « *L'appui économique doit soutenir des entreprises qui créent de la richesse sur les territoires, les redistribuent de manière équitable et non des entreprises prédatrices qui s'installent sur un territoire dans un seul but de profit individuel* ». Il nous faut prolonger cela à la fin de cette année, peut-être sous une forme analogue à ce que nous avons réussi sur la solidarité internationale.

Sur le CFSI et les plus-values des approches territoriales, nous avons retenu de tirer d'abord parti des résultats du programme CAAC avant d'y revenir dans les prochains mois.

Cela nous conduit à reporter la rédaction d'un nouveau cadre stratégique d'une année. Mais la qualité de nos débats y gagnera.

Les sujets des 5 **conseils de direction** de l'année 2015 ont traité des programmes cités plus haut. Ils ont aussi permis de voir la gestion prudente que fait le CFSI des ressources qu'il a pu rassembler. Mais notre situation reste précaire : tous, dans l'équipe permanente comme les membres, sont acteurs de la consolidation financière de notre plateforme. La recherche de fonds privés reste une priorité.

Nous avons pu accueillir un membre supplémentaire, l'Association pour le Développement Economique et Social en Afrique (ADESAF), bienvenue à cette Assemblée Générale. Mais nous ne devons pas nous arrêter là, d'autres pourraient bénéficier de nos échanges, et élargir notre tour de table !

Avant de conclure, ce rapport moral doit aussi rendre compte de l'activité propre d'un président, avec, me semble-t-il, quatre aspects liés à chacune de ses fonctions :

- 1) Le président préside les conseils de direction et l'assemblée générale, et les prépare en conséquence. J'ai évoqué nos cinq réunions du conseil de direction, précédées quatre fois sur cinq par un bureau, et les principaux sujets abordés.
- 2) Le président représente le CFSI dans un certain nombre de réunions, selon les besoins connus essentiellement par Anne Françoise Taisne, déléguée générale et l'équipe salariée. Le plus important aura été cette année l'Algérie avec la participation à la Rencontre Algéro-Française « Action locale pour et avec les jeunes » du 10 au 13 septembre 2015 à Bejaïa, suivi de visites à plusieurs organisations du programme en Kabylie (avec un compte rendu diffusé) et du séminaire « OurLife 21 » à Bouira, pour écrire avec un groupe de jeunes des récits de vie future et durable, en Algérie. Et avec en novembre la participation à l'Université à Oran. La participation à des réunions organisées par Batik (pour sa stratégie), Frères des hommes (stratégie aussi), Terre des hommes (sur la solidarité internationale), les Maisons Familiales Rurales, le Gret,

le Grdr, Ingénieurs sans frontières, l'Alliance Internationale de Développement et de Recherche (AIDR), 4D ... contribue à une meilleure compréhension mutuelle.

- 3) Le président est engagé dans quelques chantiers, qu'il doit suivre et en rendre compte. Pour moi c'est surtout cette année la COP (avec une note diffusée), dans la suite de la plateforme AMCP, avec le programme OurLife21 avec 4D, et un peu le suivi de l'Alliance Sciences et Sociétés (ALLISS, association créée à la suite du colloque IRISS de janvier 2015) qui a lancé des groupes de travail que je n'ai pu suivre jusqu'à présent.
- 4) Et le président doit toujours se cultiver autour du champ de la solidarité internationale, ce sont des lectures et la participation à des événements comme les Forums Sociaux Mondiaux, des journées comme celle de la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde, le WWF, des réunions à l'IRIS... J'essaye d'en partager les enseignements.

Au cours de ces 12 derniers mois le CFSI a donc bien poursuivi son chemin, les programmes avancent ou sont en voie de renouvellement, avec une équipe permanente très impliquée, un travail avec les membres plus fourni. Reste à élargir notre plateforme, à mieux diffuser au sein des équipes et bénévoles de nos membres, faisant bien le lien entre les projets de terrain et leur capitalisation au sein de nos programmes au bénéfice de nos membres et partenaires. Sans oublier de joindre les enjeux locaux et les enjeux internationaux, entre les nations et entre les peuples, pour plus de Solidarité à toutes les échelles !

Yves Le Bars

Président du CFSI

RAPPORT D'ACTIVITÉS

1. TROIS MÉTIERS POUR LA SOLIDARITÉ

Le travail du CFSI répond aux marqueurs de son cadre stratégique : relier l'économique et le social, promouvoir le socle des droits, favoriser une approche par les territoires, renforcer le pluri acteurs, la concertation et les mises en réseaux. Les activités sont réalisées pour et avec ses membres et ses partenaires. Le CFSI les anime en développant trois métiers au service de la solidarité internationale.

- Grâce au soutien financier de ses donateurs, de bailleurs publics et privés, il accompagne des initiatives menées par ses membres pour coopérer autrement. Il mobilise également des partenaires dans les programmes qu'il mène avec d'autres organisations, comme les programmes concertés pluri acteurs (PCPA) ou le programme d'appui à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao) avec la Fondation de France.
- Il anime des réseaux d'échanges, valorise les pratiques et favorise les changements d'échelle des initiatives soutenues. Ceci suppose des alliances avec une diversité d'acteurs, notamment avec la Recherche. Le programme Coopérer autrement en acteurs de changement (CAAC) met l'accent sur des échanges de territoires à territoires. Il inclut des collectivités locales et des acteurs économiques. Le changement d'échelle exige également une approche transversale pour faire le lien entre les initiatives soutenues et le plaidoyer en faveur du droit à l'alimentation.
- Il organise et gère des espaces collectifs avec ses membres et avec des organisations partenaires ou alliés. Ces espaces concernent une entrée thématique à travers la campagne ALIMENTERRE qui mobilise une diversité d'associations en France mais aussi à l'international et des entrées géographiques avec les PCPA en Algérie et au Congo.

CHIFFRES CLÉS 2015

Une plateforme associative de 20 membres animée par leurs représentants, des bénévoles et une équipe de 11 salariés

350 organisations partenaires à l'international

162 000 familles de producteurs soutenues en Afrique de l'Ouest depuis 7 ans

900 acteurs engagés dans la campagne ALIMENTERRE

55 700 spectateurs pour le festival de films ALIMENTERRE

200 000 internautes

2. VIE ASSOCIATIVE

Les instances, au cœur de la mise en œuvre du cadre stratégique

Le CFSI rassemble 20 organisations françaises impliquées dans la solidarité internationale. Le bureau s'est réuni physiquement quatre fois au cours de l'année. Il a également validé à distance les propositions du comité consultatif suite aux appels à initiatives. Il a assuré la préparation des réunions du conseil de direction qui s'est réuni cinq fois.

THÈMES MAJEURS DE DISCUSSION DU CONSEIL DE DIRECTION	
Janvier 2015	Budget 2015 Bilan de Jean-Louis Vielajus sur l'évolution du CFSI Projet associatif
Avril 2015	Préparation de l'assemblée générale Coopérer autrement en acteurs de changement
Mai 2015	Arrêté des comptes 2014 et budget 2015 Festival de films ALIMENTERRE Préparation de l'assemblée générale Préparation du cadre stratégique 2017 – 2020 Validation du plan de collecte
Septembre 2015	Suite de l'évaluation du programme agriculture et alimentation Plaidoyer Point financier Congo Election du bureau
Décembre 2015	Suivi financier 2015 – budget 2016 Validation des orientations du programme triennal « terres nourricières » Le CFSI et les acteurs économiques

La vie associative se concrétise également par la participation de l'équipe salariée à des réunions des membres et par des groupes de travail. En 2015, le groupe de travail solidarité internationale composé de membres du conseil de direction et de salariés a préparé la réflexion et la mobilisation des membres sur ce sujet. Autre point fort de l'animation de nos activités : des comités qui définissent et suivent des orientations pour que nos programmes répondent encore mieux aux enjeux agricoles et alimentaires et à la lutte contre les inégalités. A ceux-ci s'ajoutent les comités de pilotage des PCPA en Algérie et en République du Congo où le CFSI intervient aux côtés des membres de ces programmes comme ONG garante. Pour finir, des comités consultatifs mobilisent des membres du CFSI et des personnes externes nommées par le conseil de direction. Ils étudient les projets et proposent une sélection qui est validée par le bureau.

Le CFSI, toujours investi dans les espaces collectifs

Le CFSI est adhérent direct de Coordination Sud, la fédération nationale des ONG françaises. Il est membre de son conseil d'administration. Il co-anime le groupe de travail financements publics français, est chef de file du groupe de travail de la commission Europe sur la Cohérence des politiques avec le développement et participe à la commission agriculture et alimentation. Le CFSI est membre du comité de pilotage de la Semaine de la Solidarité Internationale et de son groupe communication. Il s'implique également au sein du F3E sur les questions liées à l'impact des actions menées. Il est membre d'EDUCASOL (Plateforme française d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale) et du Comité de la Charte.

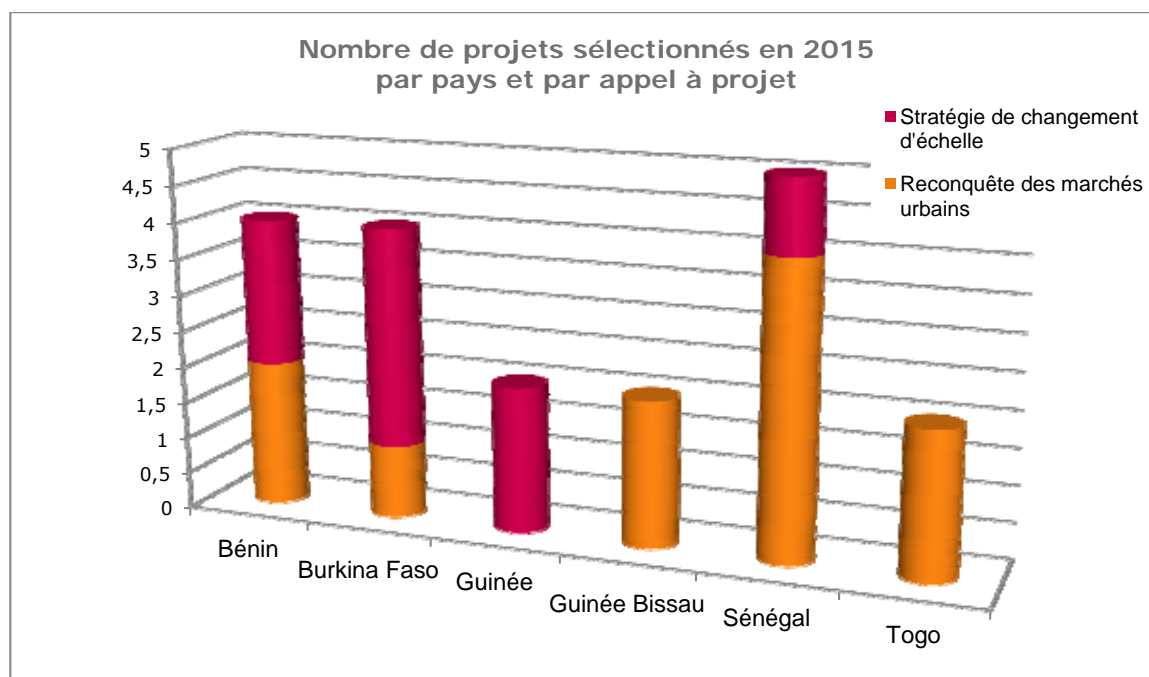
3. NOURRIR LES VILLES – NOURRIR LE MONDE

Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest : l'agriculture familiale à la reconquête des marchés urbains

En 2015, le programme Pafao, mené en partenariat avec la Fondation de France, s'enrichit d'un volet de soutien à l'accompagnement au changement d'échelle des innovations locales et paysannes réussies.

Cet appel à projets concerne les projets économiquement viables, déjà présents sur les marchés urbains locaux. L'objectif est d'aider les porteurs de ces innovations à mettre en place les conditions de leur changement d'échelle (essaimage, grandissement, reprise par des politiques publiques, etc.)

Pour mieux s'articuler avec les priorités du Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), l'appel à projets général, ouvert à des organisations européennes et ouest-africaines travaillant en partenariat, a priorisé en 2015 les initiatives de transformation alimentaire portées par les femmes et les jeunes, dont les débouchés commerciaux visent les villes.



Les temps forts de l'année

Au séminaire d'Accra (Ghana) : « Promouvoir le consommateur local en accompagnant la création de valeur tout au long de la filière agricole »

Ce séminaire a été organisé du 4 au 7 décembre 2015 en partenariat avec le Roppa sur la capitalisation des expériences paysannes. Il a dégagé trois pistes de réflexions.

Elles sont d'ordre :

- juridique : la contractualisation comme levier pour changer d'échelle ;
- politique : les mesures gouvernementales pour favoriser le consommateur local et l'organisation collective des producteurs ;
- économique : les politiques commerciales comme soutien au changement d'échelle.

Les échanges ont notamment mis en avant le « consommateur local » comme une clé du développement agricole en Afrique de l'Ouest. Le Roppa va accentuer son plaidoyer sur la valorisation, l'accompagnement et l'appui des organisations paysannes dans leurs initiatives pour la création de systèmes alimentaires territorialisés.

Zoom sur le programme Pafao

Créé en 2009, le programme Pafao renforce la **capacité de l'agriculture familiale à nourrir les villes et les zones rurales**. Cette agriculture a démontré son potentiel en termes de production d'alimentation, d'emploi, de durabilité écologique et de conservation des ressources naturelles. Elle constitue une solution au problème de la faim qui concerne plus de 800 millions de personnes dans le monde.

Le programme identifie les **innovations locales et paysannes qui connectent l'agriculture familiale aux marchés**. Il capitalise leurs résultats et soutient leur changement d'échelle.

Il s'appuie sur des organisations ouest-africaines en partenariat avec des organisations françaises ou européennes, mais aussi sur des **réseaux régionaux de producteurs** et des **organisations faitières** afin de profiter des synergies entre territoires et de la capitalisation des expériences.

DEPUIS 2009, LE PROGRAMME PAFAO, C'EST :

- **172 projets** dans **14 pays** d'Afrique de l'Ouest ;
- un travail en collaboration avec **120 organisations** ouest-africaines et **60 organisations européennes** ;
- un accompagnement de **147 000** producteurs et **15 500** transformateurs dont 40 % sont des femmes ;
- **2,3 millions** de consommateurs concernés.



© Rongead, commercialisation de bananes plantain, Côte d'Ivoire

Campagne ALIMENTERRE : risque climatique, défi alimentaire

En écho à la COP21, l'agriculture s'invite dans les débats sur le climat. La programmation du festival 2015 valorise l'agriculture familiale comme pilier d'une transition écologique et sociale.

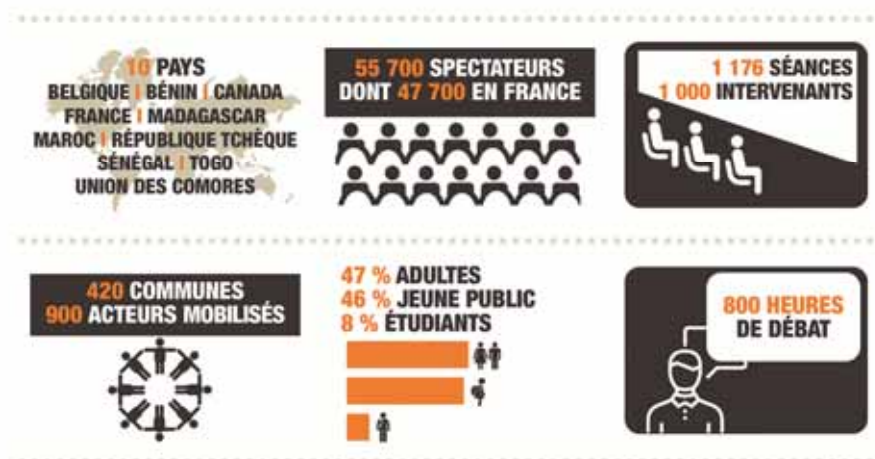
Les temps forts de la campagne ALIMENTERRE

Le Festival ALIMENTERRE

La sélection 2015 du Festival ALIMENTERRE s'est organisée autour de **6 thèmes** : accaparement des terres, semences et libre-échange, agriculture familiale et paysanne, circuits courts, huile de palme, élevages porcins et bovins. **6 invités internationaux** venus d'Afrique de l'Ouest et de Colombie se sont joints aux nombreux débats.

Le bilan 2015

Le bilan 2015



2e édition du Prix ALIMENTERRE, un succès qui se confirme

Organisé pour les jeunes de 14 à 25 ans en partenariat avec la Direction générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER) du ministère de l'Agriculture de l'Agroalimentaire et de la Forêt, ce concours de courts métrages a rencontré un vif succès. **130 jeunes ont proposé une vingtaine de courts métrages** sur les thèmes « **Climat, agriculture et alimentation** » et « **Agriculture familiale ici et là-bas** ». Parmi les lauréats : deux classes de seconde, une classe de cinquième et deux groupes d'étudiants.

Un réseau ALIMENTERRE de plus en plus structuré

900 acteurs locaux et **31 coordinations territoriales** forment désormais un réseau solidaire en pleine réflexion sur sa structuration avec l'appui du F3E. En partenariat avec **l'enseignement agricole, les magasins Biocoop, la Semaine de la solidarité internationale, la Confédération paysanne** et les membres du CFSI, le réseau a vocation à devenir un relai incontournable pour former les citoyens à agir.

En Midi-Pyrénées, 200 élèves de 8 lycées ont travaillé autour de la Campagne **ALIMENTERRE** dans un projet inter-établissement « Lutter contre la faim dans le monde dans le respect de la planète et de ses habitants ». Au programme, projections-débats, ateliers ludiques, actions de solidarité, réalisation d'un webzine, etc.

Un projet rendu possible grâce à l'investissement de la Direction régionale de l'Agriculture, du CROSI-MP, de Cap Nomades, du conseil régional Midi-Pyrénées et du CFSI.



© Lycée Itec Bois Fleury

Zoom sur la campagne ALIMENTERRE

Créée en 2000, la campagne **ALIMENTERRE** informe et sensibilise les citoyens français aux enjeux agricoles et alimentaires. Elle promeut une agriculture familiale viable et durable au service d'une alimentation pour tous.

Véritable temps fort de la campagne depuis 2007, le festival de films documentaires **ALIMENTERRE** est organisé de façon décentralisée.

Centre de ressources alimenterre.org : capitaliser et sensibiliser

En 2015, les visites augmentent de 11 % : 100 000 visites contre 90 000 en 2014.

Le site s’enrichit de 105 nouvelles ressources. Si leur nombre est moindre par rapport à l’année précédente (152), l’intérêt qu’elles suscitent est croissant. L’animation du site repose également sur l’agenda (93 évènements) et les actualités (20 brèves).



Les évolutions de l’année

Répenser la capitalisation des expériences pour mieux produire des connaissances et élargir le public

La lettre bimensuelle ALIMENTERRE est envoyée à 3 600 contacts : abonnés au site, membres du CFSI et plus largement de réseaux militants, organisateurs et publics du Festival. En 2015, la mise en page a été améliorée.

Une lettre trimestrielle « Nourrir les villes » diffuse à 500 inscrits les **connaissances pratiques d’ONG, d’organisations paysannes et d’autres organisations des filières** qui mènent des projets de terrain soutenus par le programme Pafao.

Développer des fonctions de partage et de mise en relation

Pour le réseau ALIMENTERRE, une page spécifique à la campagne 2015 « Agriculture et climat » a été créée.

Le CFSI a mis en ligne une **carte des initiatives soutenues par le programme Pafao**. Il a animé des discussions transversales sur des problèmes comme l’approvisionnement ou le conditionnement. Plus de 50 personnes ont participé à ces discussions en ligne.

Sur les prochaines années, le site va évoluer pour mieux intégrer les acteurs des réseaux et être un outil efficace de partage d’expériences et de mise en relation.

Zoom sur le centre de ressources

DEPUIS 2011, LE CENTRE DE RESSOURCES S’EST DONNÉ TROIS MISSIONS :

- faire connaître les 3 volets des activités agriculture et alimentation : éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, plaidoyer et soutien à des projets de renforcement de l’agriculture familiale en Afrique de l’Ouest ;
- regrouper les acteurs et partenaires de la campagne ALIMENTERRE et du programme Pafao autour d’un outil commun d’échange de connaissances et d’expériences sur les questions d’agriculture et alimentation ;
- élargir l’audience de la campagne.

Plaidoyer : des politiques cohérentes avec le développement de l'agriculture familiale

En 2015, la lutte contre la ratification de l'Accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et l'Afrique de l'Ouest continue.

Les faits marquants de l'année

L'APE vise à créer une zone de libre-échange entre la zone la plus riche du monde, l'Europe et une des régions les plus pauvres, l'Afrique de l'Ouest. Cet accord menace les protections douanières et favorise les importations européennes au détriment du développement de l'Afrique de l'Ouest.

Porter la voix des ONG européennes pour convaincre les eurodéputés

Suite au lancement de la procédure de ratification de l'APE en avril 2015 par le Parlement européen, le CFSI a coordonné et rédigé le document de position de la Confédération des ONG européennes d'urgence et de développement (CONCORD)¹.

Avec le Collectif français sur les APE, le CFSI a rencontré les eurodéputés membres de la Commission du commerce international du Parlement européen.

Renforcer les partenariats avec les mouvements paysans ouest-africains

Le CFSI a élaboré un projet d'étude sur les impacts des importations de lait sur les filières « lait local » en Afrique de l'Ouest en collaboration avec 3 organisations paysannes ouest-africaines (l'APESS, le RBM et le ROPPA) et deux de ses membres (le Gret et Ingénieurs sans frontières). En effet, l'APE, en supprimant les protections douanières de la filière lait ouest-africaine, risque d'augmenter les importations de lait en poudre européen

FAIRE RECONNAITRE LES DROITS DES PAYSANS PAR LES NATIONS UNIES

Les violations répétées des droits des paysans (droits à la terre, aux semences, à un revenu décent...) ont conduit la Via Campesina, le mouvement paysan international, à demander et obtenir du Conseil des droits de l'homme des Nations unies la rédaction d'une **Déclaration sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant en zones rurales**. Pour obtenir une contribution active et constructive des États européens à cette déclaration, le CFSI co-anime avec la Confédération paysanne, le **Collectif pour les droits des paysans**. Il a publié le document de présentation : « défendre les droits des paysans : pour une Déclaration des Nations unies »².

Zoom sur les réalisations du programme plaidoyer du CFSI

Depuis 2004, le CFSI cherche à influencer les politiques publiques afin qu'elles soient plus cohérentes avec le développement de l'agriculture familiale et respectueuses du droit à l'alimentation. Grâce à ses alliances avec d'autres acteurs de la société civile (ONG, organisations paysannes, syndicats...), le CFSI a joué **un rôle important dans l'engagement de la France en faveur de la cohérence des politiques** (article 3 de la loi d'orientation de la politique de développement et de solidarité internationale, adoptée en 2014) ou dans la **création du poste de rapporteur** sur la cohérence des politiques au Parlement européen.

¹ <http://www.cfsi.asso.fr/thematique/ape-accord-profit-europe>

² <http://www.alimenterre.org/ressource/defendre-droits-paysans-declaration-nations-unies>

4. COOPÉRER AUTREMENT

Coopérer autrement en acteurs de changement : renouveler les pratiques de partenariats

En 2015, 9 opérations pilotes de 24 à 36 mois sont lancées dans les domaines des droits des travailleurs, de l'insertion socio-économique des jeunes et des femmes et du développement économique local, rural ou péri-urbain.

Une dizaine de membres du CFSI, se sont engagés avec plus de 70 partenaires sur une variété de territoires : en France et dans 16 pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique.

Opérations pilotes mises en œuvre par les membres du CFSI et leurs partenaires

TITRE DE L'ACTION	Pays	Membre porteur
E'changeons : ensemble pour le changement des mentalités sur l'insertion économique et professionnelle des femmes	Egypte, Maroc, Tunisie, France (Ile-de-France)	Batik International
Jeunes : esprit d'entreprendre et développement solidaire des territoires	Madagascar, France (région Hauts de France)	Cap Solidarités
La santé et la sécurité au travail dans l'industrie de la banane	Antilles, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Pérou	CGT
L'insertion sociale et professionnelle des jeunes en milieu rural : un enjeu en partage, un projet de coopération solidaire entre acteurs et territoires en devenir	Guinée (Basse-Guinée), France (région Pays de la Loire)	Coopération Atlantique Guinée 44 en lien avec les Maisons Familiales Rurales
Concertation pluri acteurs, échanges Nord/Sud et mise en place de dispositifs innovants autour de la formation et l'insertion professionnelle	Tchad, France (région Hauts de France)	Essor
Construire une dynamique sociale et un modèle économique durable pour une infrastructure collective à vocation économique : la zone d'activités électrifiée de Konséguéla	Mali (Konséguéla), France	GERES
Les migrants, acteurs et vecteurs de l'économie solidaire	Mali (région de Kayes), France (région Hauts de France)	Grdr
Le droit, vecteur de solidarités entre acteurs sociaux, syndicaux, politiques et économiques au Vietnam et en France pour les femmes migrantes	Vietnam (7 provinces au Nord et au Sud), France (région Ile -de-France)	Gret en lien avec Batik International et la CGT
Des paniers paysans de Comasagua au jardin solidaire de Montauban	El Salvador, France	Secours populaire français

Les faits marquants de l'année

De nouvelles alliances entre acteurs français

Grâce à un travail sur la définition d'enjeux communs et sur les conséquences de l'interdépendance entre territoires, les membres du CFSI ont dépassé le cadre de simples relations bilatérales.

L'ONG **Essor** qui travaille sur la formation et l'insertion professionnelle avec ses partenaires tchadiens a associé deux organisations d'insertion lilloise : Initiatives plurielles et Lille sud insertion, pour mettre en regard des expériences entre pairs.

Autre exemple : l'expérience salvadorienne du **Secours populaire français** autour de l'agriculture biologique de coopérative, accompagne la création d'un jardin solidaire à Montauban en lien avec des sections locales et un lycée agricole.

Des échanges collectifs pour valoriser les expériences innovantes

Plusieurs temps d'échanges collectifs ont été organisés en 2015, notamment une **conférence sur le changement social, l'action pluri-acteurs et l'ancrage territorial des actions de coopération internationale**.

La présence d'intervenants externes a permis de se réinterroger sur le positionnement associatif et sur les conditions et les conséquences que peuvent avoir les nouvelles alliances partenariales. La prise en compte du contexte international, avec notamment l'adoption des objectifs du développement durable par l'Assemblée Générale des Nations-Unies en septembre 2015 a également été un temps fort de réflexion.

La définition d'objectifs communs de changement

Gros chantier du programme en 2015, ces objectifs serviront à définir un système de suivi-évaluation des évolutions du programme et à renforcer l'identité du CFSI.

Zoom sur le Programme CAAC



Lancé en 2014, ce programme a pour but de renforcer le CFSI en tant que plateforme pluri-acteurs. Il s'adresse aux membres du CFSI et contribue à la lutte contre les inégalités sociales et à la défense des droits humains grâce à de nouveaux modes de coopération.

Ces derniers se basent sur le développement de partenariats pluri-acteurs et sur des actions entre territoires ici et là-bas à partir d'enjeux communs.

© Essor, Projet pilote Concertation pluri acteurs, échanges Nord/Sud et mise en place de dispositifs innovants autour de la formation et l'insertion professionnelle Tchad, France (région Hauts de France), 2015

Programme Concerté Pluri Acteurs Jousour : pour l'enfance et avec la jeunesse

En 2015, 46 projets créent des services de proximité innovants et mettent en œuvre des actions de solidarité en faveur d'enfants et de jeunes victimes d'exclusion.

Les faits marquants de l'année

Une reconnaissance croissante de l'action associative

Les associations algériennes ont mis en œuvre des actions de solidarité en concertation et avec le soutien des pouvoirs publics algériens qui les ont cofinancés. Ceci a favorisé l'émergence et la reconnaissance de nouveaux métiers tels que le métier d'auxiliaire de vie et de médiateur culturel. Conçus comme de petits laboratoires, autorisant l'expérimentation et l'innovation, certains des dispositifs et métiers créés sont soutenus sur la durée, voire aujourd'hui dupliqués, par les pouvoirs publics. Outre ces initiatives, le programme Jousour a favorisé l'émergence de **7 réseaux thématiques régionaux** portés par ses membres. Ils visent à promouvoir et à défendre les droits des enfants autistes, des enfants infirmes moteurs cérébraux mais aussi à soutenir l'action associative et à en faire reconnaître l'utilité sociale. Le Programme a animé des espaces transversaux de mutualisation de pratiques, d'expertises et d'échanges entre pairs qui ont renforcé ces activités.

Un espace pluri acteurs élargi au monde de la recherche

Jousour a élargi son assise pluri acteurs. Il a organisé sa première université d'automne qui a réuni en novembre 2015 à Oran, 193 acteurs associatifs, représentants des pouvoirs publics et chercheurs des deux rives de la Méditerranée. Cette rencontre visait à favoriser les échanges entre chercheurs et acteurs associatifs, à socialiser, partager et valoriser les savoirs et acquis des praticiens associatifs, les capacités d'innovation et l'utilité sociale des organisations algériennes et françaises.



UN ENGAGEMENT CITOYEN AUTOUR DE VALEURS UNIVERSELLES

Le 13 novembre 2015, Paris et Saint-Denis étaient frappés par une vague d'attentats terroristes. Les membres du Programme réunis à Oran, ont exprimé leur solidarité avec les victimes. Ils ont réaffirmé les valeurs universelles qui les unissent, le respect de

l'autre dans sa diversité, la tolérance, la lutte contre les inégalités et la violence, la promotion de la paix mais aussi, la poursuite de leurs actions qui offrent à des jeunes en Algérie et en France des repères structurants de construction citoyenne. Ce faisant, ces acteurs de la rive Sud et de la rive Nord de la Méditerranée affirmaient que « **rien ne pourra détruire les ponts que nous construisons.** »

© PCPA Jousour, Université d'automne à Oran, novembre 2015

Zoom sur le PCPA Joussour

Joussour rassemble 134 organisations algériennes et françaises engagées pour l'enfance et avec la jeunesse. Son rôle est de renforcer les bases sociales, les capacités organisationnelles, l'assise financière, les gouvernances et les partenariats à l'échelle locale et internationale d'associations de jeunes et d'associations plus expérimentées.

JOUSSOUR EN QUELQUES CHIFFRES (PERIODE 2013-2016)

- **134** membres et **22** Wilayas
- **143 000 bénéficiaires** : 31 000 bénéficiaires directs et 112 000 bénéficiaires indirects
- **29 %** sont des **enfants** âgés de 0 à 12 ans, **41 %** des **jeunes** âgés de 13 à 24 ans et 30 % sont des familles et des adultes.
- 49 % sont des femmes et 51 % sont des hommes.

Programme Concerté Pluri Acteurs Congo : de la confiance vers l'action collective

En 2015, les populations urbaines prennent leur destin en main pour identifier les actions prioritaires.

Les faits marquants de l'année

Les projets de développement local, résultats de la concertation entre populations et pouvoirs publics.

14 territoires, allant de quartier urbain au département, ont été retenus comme laboratoires pour lancer des concertations locales. Pendant 18 mois, plus de 850 personnes (citoyens, représentants associatifs, commerçants et pouvoirs publics) se sont régulièrement réunis. Elles ont identifié les actions prioritaires pour répondre aux problématiques locales d'intérêt général.

Sur les 15 projets territoriaux dédiés au développement local présentés, 10 ont été sélectionnés et financés. Portés par 24 associations et 8 pouvoirs publics, ils œuvrent à la structuration des producteurs de cacao, l'amélioration des conditions d'apprentissage scolaire, l'aménagement d'axes de circulation pour l'accès aux centres de santé, aux écoles et aux marchés.

« Quand le projet émane des citoyens, qu'ils l'ont choisi, accepté et adopté, ils sont déterminés à l'accompagner. Si le projet est décidé au niveau hiérarchique, le résultat est bien différent. Nous sommes en train de révolutionner nos pratiques à partir des expériences tirées du PCPA ».

*Raymond Mboundou
Mboundou, Conseiller municipal, élu de l'arrondissement 3 de Tié-Tié à Pointe Noire*

Soutenir des projets collectifs d'associations

Cet appel à projets spécifique permet à toute association de présenter un projet collectif à condition qu'il entre dans l'une des cinq plateformes thématiques d'actions prioritaires définies en 2011.

Sur les 20 projets déposés, six seront financés. Cinq associations vont s'engager sur deux projets visant l'insertion économique de la jeunesse à travers l'amélioration qualitative de centres professionnels, le développement d'outils d'orientation et d'insertion. Elles toucheront directement 300 jeunes. Les organisations de la société civile du PCPA travaillent également avec les pouvoirs publics pour la mise en place de pratiques éducatives adaptées aux enfants de moins de 14 ans déscolarisés.

Zoom sur le PCPA Congo

Lancé en 2008, le Programme concerté pluri acteurs réunit **120 acteurs congolais et français** (organisations de la société civile, collectivités territoriales et ministères) qui partagent la volonté de renforcer **la société civile congolaise dans sa participation aux politiques publiques**. Il s'est donné 3 objectifs :

- le renforcement de la crédibilité et de l'exemplarité de la société civile congolaise ;
- la structuration et le développement d'expertises collectives ;
- la contribution de la société civile au développement de leurs territoires.

SUR LA PHASE PRÉCÉDENTE (2010 A 2013)

- **97 associations** en concertation avec **72 pouvoirs publics** se sont mobilisées à travers **43 projets collectifs**
- **210 340 personnes** en ont été les bénéficiaires directs ou indirects.

Sur la phase actuelle (2014-2017), les appels à projets lancés en 2015 et 2016 doivent renforcer les partenariats entre la société civile et les pouvoirs publics pour plus d'efficacité auprès des populations et de pérennisation des résultats.



« Au départ, il y a eu des réticences des populations à participer aux concertations. Elles n'avaient pas l'habitude. Mais au final, ceux qui ont participé, se sont rendu compte que c'était même la meilleure façon de pouvoir régler leurs problèmes. » Hervé Debranze Mvoula, Agent de la Mairie de Nkayi

RAPPORT FINANCIER

Le modèle socio-économique et le fonctionnement du CFSI

Le CFSI est une plateforme qui regroupe des organisations impliquées dans la solidarité internationale. Ses activités s'organisent autour de ses deux missions sociales : agriculture et alimentation, société civile et participation. Elles se concrétisent par le soutien financier à des actions réalisées principalement en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Les membres et les partenaires du CFSI les mettent en œuvre grâce à l'engagement solidaire des donateurs du CFSI et aux fonds octroyés par des bailleurs privés et publics, notamment l'Agence Française de Développement (AFD). Pour chacun des programmes, un comité comprenant des intervenants bénévoles spécialisés sur une thématique (ex agriculture et alimentation), des représentants d'organisations membres et des salariés du CFSI sélectionne les propositions de projets. Le bureau du CFSI, composé de 5 personnes élues en assure la validation. Chaque action fait l'objet d'une convention avec le porteur. Elle est alors suivie de manière précise et s'intègre à des programmes plus globaux. Ceux-ci peuvent faire l'objet d'évaluations externes et d'audits. En 2015, un cabinet d'audit a contrôlé les comptes du PCPA Congo pour la partie subventionnée par l'Union européenne. L'équipe salariée anime des réunions de partage d'expériences pour tirer les enseignements des activités menées. Avec l'appui d'un réseau d'associations, elle organise la campagne **ALIMENTERRE** pour sensibiliser les consommateurs et les décideurs aux enjeux d'une agriculture et d'une alimentation durable et solidaire.

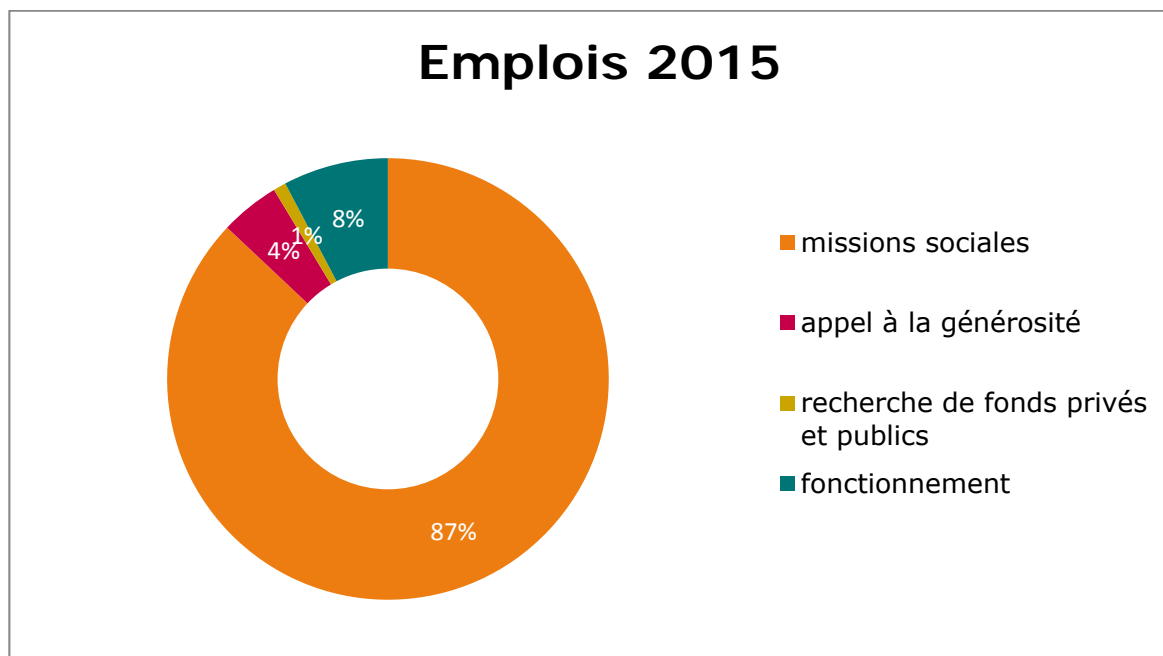
Les emplois et les ressources de l'exercice 2015

EMPLOIS EN EUROS	Emplois 2015	en %	Affectation générosité 2015	en %
Agriculture et alimentation	1 270 741		311 860	
Economie sociale et solidaire	0		0	
Société civile et participation	2 181 133		179 274	
Total des missions sociales	3 451 874	87%	491 133	64%
Appel à la générosité	173 092	4%	173 092	23%
Recherche de fonds privés et publics	36 849	1%		
Fonctionnement	305 281	8%	96 903	13%
Total emplois exercice	3 967 096	100%	761 128	
Engagement à réaliser sur ressources affectées	744 639			
Excédent des ressources de l'exercice	509			
TOTAL GENERAL DES EMPLOIS	4 712 244		761 128	100%

Les emplois de l'exercice concernent :

- les missions sociales définies par le conseil de direction en 2010 : agriculture et alimentation, société civile et participation. Elles incluent les frais de mise en œuvre et de suivi des différentes actions menées et représentent 87 % des emplois ;
- les frais d'appel à la générosité du public (4 %), c'est-à-dire les dépenses liées à l'information des donateurs (au maximum 4 courriers par an) et à la recherche de nouveaux donateurs ;
- le temps de travail dédié à la recherche de fonds privés et publics (1 %) pour établir des dossiers de demandes de financement et des comptes rendus techniques et financiers ;

- le fonctionnement (8 %) qui inclut la vie associative, les frais de gestion générale de l'association (locaux, services administratifs) et la communication institutionnelle ;
- les engagements à réaliser sur les ressources affectées reflètent les engagements du CFSI sur la durée. En fin d'année, les fonds affectés à des actions pluriannuelles mais non encore utilisés sont comptabilisés en engagements. Ils seront utilisés l'année suivante pour poursuivre les projets.



RESSOURCES EN EUROS	Ressources 2015	en %	Suivi des fonds issus de la générosité du public
Report des ressources collectées auprès du public non utilisées en 2014			115 304
Dons	504 776	14%	504 776
Legs	154 712	4%	154 712
Subventions privées	423 805	12%	
Autres produits	603 118	17%	
Sous total fonds privés	1 686 411	48%	
Subventions publiques	1 856 687	52%	
Sous total fonds publics	1 856 687	52%	
Total ressources exercice	3 543 098	100%	
Report des ressources non utilisées	1 169 146		
Variation des fonds dédiés collectés auprès du public			101 399
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	4 712 244		760 887
Total des emplois financés par la générosité			761 128
Solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice			115 062

Les ressources de l'exercice proviennent des fonds privés (48 %) et des fonds publics (52 %).

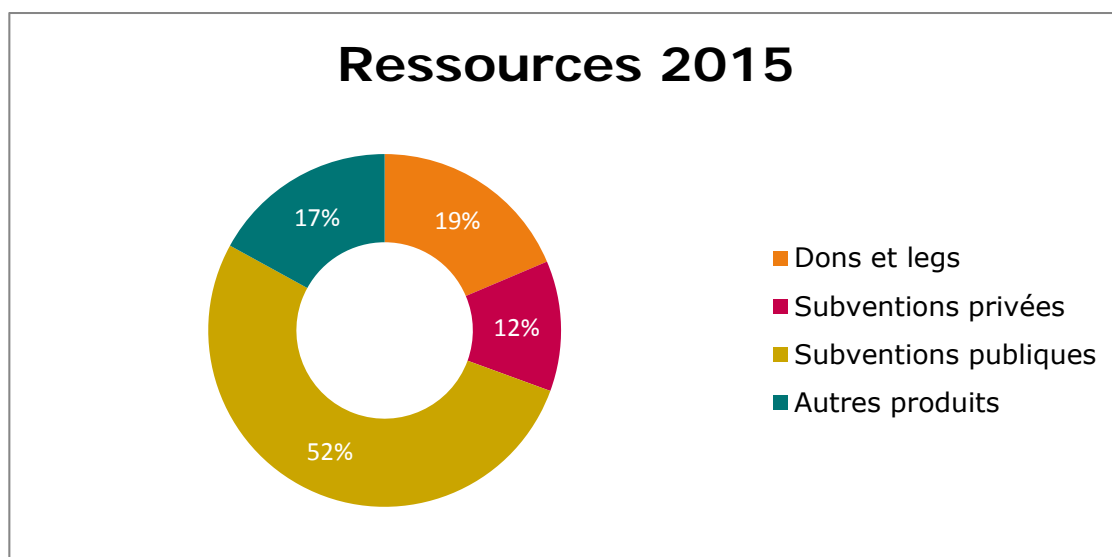
Les fonds privés comprennent :

- des dons et legs : 48 % des donateurs du CFSI effectuent un don régulier mensuel ou trimestriel par prélèvement ;
- des subventions privées qui correspondent à des soutiens de fondations, notamment de la Fondation de France et de fondations sous égide ;
- les autres produits qui incluent les cotisations des membres du CFSI, les participations financières des membres et des partenaires à des programmes et les produits financiers.

Les fonds publics proviennent de l'Agence Française de Développement et de l'Union européenne. Ils financent les activités menées dans le cadre des missions sociales. Une part réduite de ces subventions finance le fonctionnement (pourcentage fixé par les bailleurs).

L'utilisation des fonds issus de la générosité du public

En 2015, le CFSI a utilisé 761 128 € de fonds issus de la générosité du public. Ce montant est légèrement supérieur au montant collecté durant l'année (760 887 €) car il inclut l'utilisation de ressources antérieures. Le CFSI a affecté 491 133 € aux missions sociales, par ordre d'importance aux actions de soutien à l'agriculture familiale puis aux actions liées au programme société civile et participation. 173 092 € ont été utilisés pour l'information des donateurs et la recherche de nouveaux donateurs. Ces dépenses sont légèrement inférieures à celles inscrites au budget voté par l'assemblée générale. Le solde, soit 96 903 €, est imputé aux dépenses de fonctionnement.



Le bilan du CFSI

ACTIF EN EUROS	31/12/2014	31/12/2015	PASSIF EN EUROS	31/12/2014	31/12/2015
Actif immobilisé	26 705	24 704	Réserves	411 418	411 927
Créances (dont produits à recevoir)	4 601 698	3 271 187	Prov. pour risques		5 645
			Fonds dédiés	2 853 413	2 428 907
Trésorerie	3 064 985	2 147 207	Dettes	3 321 657	2 713 070
Charges constatées avance	2 584 283	1 753 898	Produits constatés avance	3 691 182	1 637 447
TOTAL ACTIF	10 277 671	7 196 996	TOTAL PASSIF	10 277 671	7 196 996

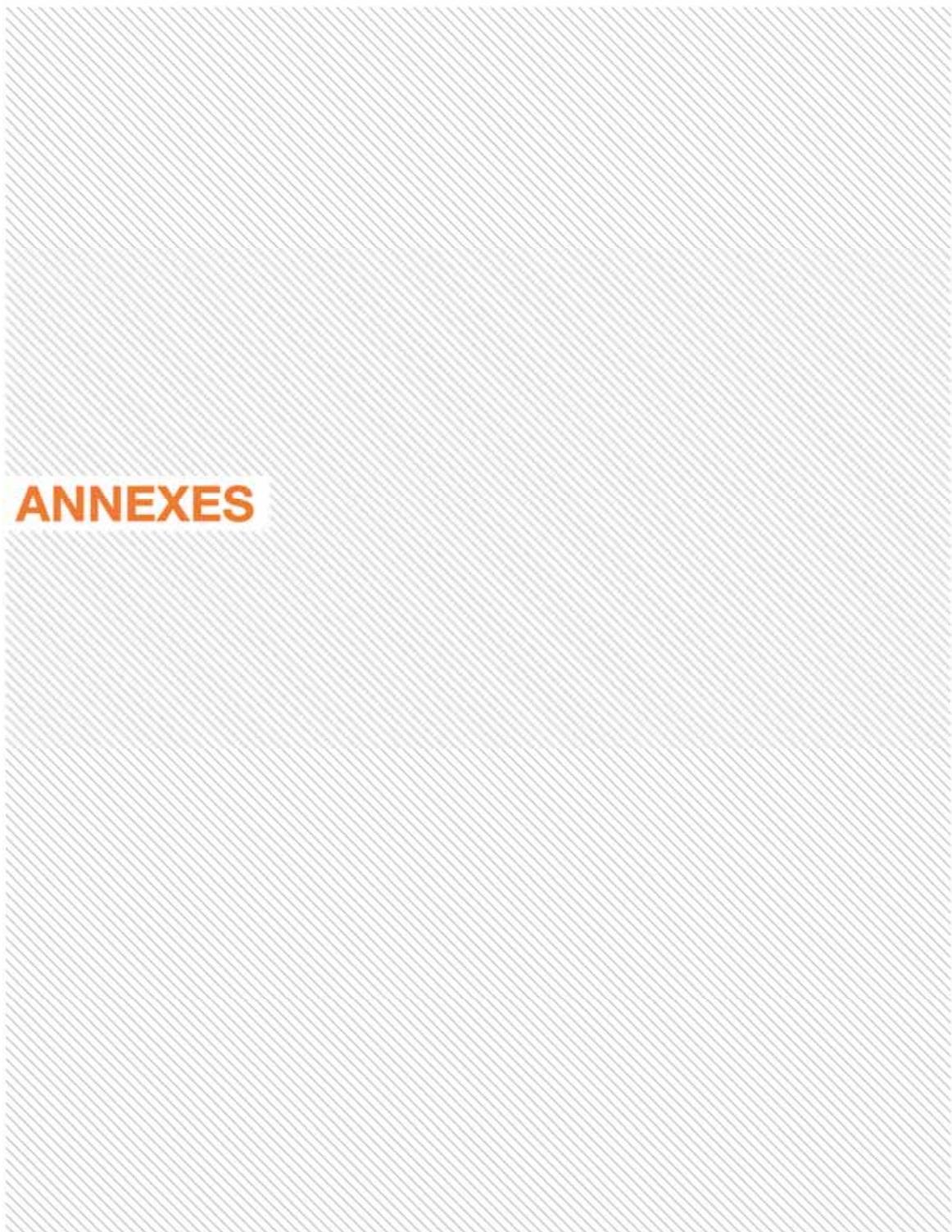
Le bilan présente la situation financière de l'association à la date de la clôture de l'exercice. La baisse du total du bilan reflète les principes d'action du CFSI. Pour être efficace, le CFSI inscrit ses missions dans la durée avec ses organisations membres ou des partenaires. L'état d'avancement des programmes fait varier chaque année le montant des charges et des produits constatés d'avance. En 2015, le CFSI termine deux programmes triennaux. Les projets portés par les partenaires locaux sont quasiment tous achevés, ce qui explique cette variation importante.

Les réserves du CFSI (fonds propres inscrits au bilan / total mensuel des emplois hors dotation aux engagements) correspondent à 1,2 mois d'activités. Ce ratio est globalement équivalent à celui de 2014 et reste toujours insuffisant pour assurer la pérennité des actions du CFSI.

Certification des comptes : les comptes de l'exercice 2015 ont été certifiés par Doucet, Beth et associés, représenté par M. Christophe Beth, commissaire aux comptes du CFSI.

Publication des comptes : les comptes détaillés sont déposés chaque année sur le site du Journal Officiel. Ils sont disponibles sur le site Internet du CFSI et sont envoyés par courrier sur simple demande.

Agrément : en 2013, le Comité de la Charte du don en confiance a renouvelé l'agrément triennal du CFSI. Le Comité de la Charte du don en confiance est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Depuis plus de 20 ans, le Comité a élaboré un ensemble de règles de déontologie regroupées dans une Charte reposant sur quatre grands principes : fonctionnement statutaire et gestion désintéressée, rigueur de la gestion, qualité de la communication et de la collecte de fonds, transparence financière. Les organisations agréées s'engagent à respecter cette Charte et le Comité en contrôle l'application. Pour en savoir plus : www.comitecharte.org.



ANNEXES

Liste des projets sélectionnés en 2015

Nourrir les villes en Afrique de l'Ouest

PAYS ACTION	Porteur	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
Financement Fondation de France					
Bénin	GEVALOR	ACED	Améliorer la production maraîchère grâce au compost de jacinthes d'eau	50 000 €	36
Bénin	UB-MAFAR	UNMFREO	Apiculture traditionnelle améliorée, une nouvelle filière de développement local	30 000 €	24
Bénin	CIDEV	PU	Distribution en gros des dérivés de manioc de Dogbo en villes au Bénin	17 760 €	12
Bénin	URP-AL	AVSF	Réduction de l'insécurité alimentaire au Bénin par l'agriculture familiale	24 988 €	18
Burkina Faso	GRET	ASEFF	Laafi benre : Mise en place d'un modèle d'entrepreneuriat social de vente de produits fortifiés locaux de qualité au profit de quartiers urbains défavorisés	25 000 €	18
Burkina Faso	AT	APIL	Démultiplication de la production laitière et apicole dans la région de Kaya	8 020 €	18
Burkina Faso	FERT	UDPN DABLO	Changer d'échelle au sein de la filière niébé par les échanges d'OP à OP	20 000 €	15
Guinée	ANG	FMBB	Une fédération FMBB autonome en 2017	19 200 €	18
Guinée	GRET	MGE	Développement du label qualité Bôra Maalé Fanyi en Guinée	22 261 €	15
Guinée Bissau	ESSOR	FEDE KAFO	Renforcement de l'agriculture familiale et de ses acteurs en Guinée-Bissau	50 000 €	36
Guinée Bissau	GRDR	COAJQ	Appui au développement d'une filière huile de palme durable en région de Cacheu (Guinée-Bissau).	50 000 €	36
Sénégal	CEEDD	ASTER	Une famille, un jardin pour nourrir les villes	50 000 €	36
Sénégal	AT	UCEM	Transformation des céréales locales pour les consommateurs urbains au Sénégal	30 687 €	36
Sénégal	SIAD	INNODEV	Valorisation de la poule locale par les pôles avicoles communautaires	50 000 €	36
Sénégal	ENDA PRONAT	ENDA EUROPE	Consolidation des circuits courts de commercialisation des productions agricoles saines à Dakar	25 000 €	18
Togo	AJFD	OREPSA	Cuniculture et amélioration des compétences culinaire à Dapaong/Togo.	29 283 €	24
Togo	ECHOPPE	ECHOPPE TOGO	Restauratrices de rue à Lomé : renforcement de l'approvisionnement en produits locaux et évolution de l'offre	45 000 €	36

PAYS ACTION	Porteur	Partenaire	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
Financement CFSI et Fondation Lemarchand					
Burkina Faso	GRET	FEPAB	Valorisation des produits locaux transformés pour les marchés urbains au Burkina	50 000 €	35
Sénégal	GRDR	CRCR	Approvisionnement des cantines scolaires et marchés de Ziguinchor en produits maraichers sains par les producteurs des quartiers péri urbains	50 000 €	36

ALIMENTERRE

ORGANISATION	Localisation	Montant
Financement CFSI, Agence Française de Développement et Fondation Daniel et Nina Carasso		
Association Champenoise de Coopération Inter Régionale	Champagne	2 100 €
Anis Etoilé	Auvergne	4 100 €
Artisans du Monde Bourg-en-Bresse	Ain	800 €
Artisans du Monde Grenoble	Isère	1 200 €
Bourgogne Coopération	Bourgogne	1 300 €
Cap Solidarités	Nord-Pas de Calais	2 700 €
Centraider	Centre	4 100 €
CRISLA	Morbihan	800 €
Centre de ressources sur la Solidarité Internationale, le Développement durable, du local au global,	Morbihan	1 600 €
Collectif Régional des Organisations de Solidarité Internationale	Midi-Pyrénées	3 800 €
Coopération Atlantique - Guinée 44	Pays de la Loire	3 000 €
E'changeons le Monde	Hautes-Alpes	1 200 €
EPLEFPA de Fontaines	Bénin	3 300 €
GAS	Picardie	2 600 €
Horizons Solidaires	Basse-Normandie	3 400 €
KuriOz	Poitou Charentes	4 100 €
Lafi Bala	Languedoc Roussillon	4 000 €
Maison des droits de l'Homme de Limoges	Limousin	1 400 €
MULTICOLOR	Lorraine	2 200 €
RADSI	Aquitaine	4 100 €
RECIDEV	Franche Comté	4 100 €
RECIDEV	Togo	2 900 €
TOTAL ALIMENTERRE		58 800 €

Coopérer Autrement en Acteurs de Changement - CAAC

PAYS ACTION	Porteur	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
Egypte / Maroc / Tunisie/ France	Batik International	E'changeons : ensemble pour le changement des mentalités sur l'insertion économique et professionnelle des femmes	64 040 €	24
Madagascar / France	Cap Solidarités	Jeunes : esprit d'entreprendre et développement solidaire des territoires	58 575 €	36
Honduras / Nicaragua / Costa Rica / Panama / Colombie / Equateur / Pérou / Antilles françaises	CGT	La santé et la sécurité au travail dans l'industrie de la banane	66 440 €	24
Basse Guinée / France	Coopération Atlantique - Guinée 44	L'insertion sociale et professionnelle des jeunes en milieu rural : un enjeu en partage, un projet de coopération solidaire entre acteurs et territoires en devenir / Pays de la Loire – Basse Guinée »	66 440 €	36
Tchad / France	ESSOR	Concertation pluri acteurs, échanges Nord/Sud (Tchad/France) et mise en place de dispositifs innovants autour de la formation et l'insertion professionnelle	66 333 €	24
Mali / France	GRDR	Penser les mobilités au sein de l'économie sociale et solidaire comme levier pour coopérer autrement, en s'appuyant sur les territoires du Nord-Pas de Calais et de Kayes	65 620 €	30
Vietnam / France	GRET	Le droit, vecteur de solidarités entre acteurs sociaux, syndicaux, politiques et économiques au Vietnam et en France pour les femmes migrantes	66 000 €	24
Mali	GERES	Construire une dynamique sociale et un modèle économique durables pour une infrastructure collective à vocation économique : la Zone d'Activités Electrifiée de Konséguéla	66 440 €	24
Salvador / France	SPF	Des Paniers paysans de Comasagua (Salvador) au jardin solidaire de Montauban	66 440 €	24
TOTAL			586 328 €	

ALGÉRIE

PORTEUR	Titre de l'action	Montant attribué	Durée en mois
Financement CFSI, Agence Française de Développement et Fondation de France			
Association Etoile Culturelle d'Akbou	L'action locale pour et avec les jeunes	13 526	7
Association Wafa des parents d'enfants en difficultés mentales	Rôle du mouvement associatif dans la prise en charge de personnes handicapées	11 564	9
Association culturelle du Petit Lecteur	Plateforme citoyenne	11 282	9
Association culturelle Graine de paix	Le vivre ensemble au centre culturel de Bir El Djir	13 132	9
Association « NOUR » pour la promotion et l'insertion des infirmes moteurs cérébraux et/ou d'origine cérébrale	Unis pour avancer	11 203	6
Association SIDRA	Création du noyau du « Réseau Algérois des jeunes en action (RAJA) »	13 524	9
Association de Solidarité et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion	Ensemble soyons acteurs de notre citoyenneté	13 560	9
TOTAL		87 791 €	

Instances associatives

Organisations membres (décembre 2015)

Association Générale des Intervenants Retraités, Agrisud International, BATIK International, Cap Solidarités, Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, Coopération Atlantique Guinée 44, Confédération Générale du Travail, Cités Unies France, Echoppe, Electriciens sans frontières, Elevages sans frontières, ESSOR - Essor, Soutien, Formation Réalisation, Fédération Artisans du Monde, Groupe Energies Renouvelables et Environnement, GRDR migration, citoyenneté, développement, Gret, Ingénieurs Sans Frontières, Secours populaire français, UNIVERS-SEL, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation.

Conseil de direction renouvelé par moitié en juin 2015

ORGANISATION	TITULAIRE	
	Christophe	ALLIOT
BATIK International	Pauline	MARC de la CRUZ
BATIK International – suppléante	Sarahi	GUTIERREZ
Cap Solidarités	Aït Essaghir	EL HASSAN
Cap Solidarités – suppléante	Faustine	WAWAK
CGT	Jean-Jacques	GUIGON
CGT – suppléante	Marie-Christine	NAILLOD
Coopération Atlantique	Elsa	CARDINAL
Coopération Atlantique – suppléant	Pierre	DEMERLE
Cités Unies France	Rose-Marie	SAINT GERMES AKAR
Cités Unies France – suppléante	Astrid	FREY
Cités Unies France – suppléant	Nicolas	WIT
ESSOR	Jean-Philippe	DELGRANGE
Fédération Artisans du Monde	Gérald	GODREUIL
GERES	Alain	GUINEBAULT
GRDR	Pauline	CASALEGNO
GRDR - suppléant	Olivier	LE MASSON
GRET	Damien	THIBAUT
GRET – suppléant	Rodolphe	CARLIER
Ingénieurs sans Frontières	Nicolas	LAURENT
Secours populaire français	Lysia	BEYSSELSANCE
UNMFREO	Valérie	K. PLOUGASTEL

Président élu par l'Assemblée générale du 25 septembre 2012

Yves Le Bars

Bureau élu par le conseil de direction du 29 septembre 2015

Vice-président	Jean-Philippe Delgrange
Trésorier	Christophe Alliot
Secrétaire	Jean-Jacques Guigon
Membre	Rose-Marie Saint Germès Akar

Comité d'orientation stratégique du programme «coopérer autrement en acteurs de changement » (nommé par le conseil de direction 2014)

- 1 représentant du conseil de direction : Sarahi Gutierrez ;
- 3 personnes issues d'organisations membres : Gaëlle Dombu Smeets (Essor), Germain Labonne (GRDR), Marc Levy, (Gret) ;
- 2 personnes ressources Sud : Ada Bazan, Haingo Randriananyvony ;
- 2 personnes ressources Nord : Lucien Cousin, Ghislain Bregeot.

Comités consultatifs en 2015

Les membres des Comités consultatifs sont nommés par le conseil de direction pour une durée de trois ans renouvelable une fois. Ils sont chargés de participer à l'instruction des projets financés par le CFSI et de proposer au bureau un avis.

NOM	Représentant d'une organisation membre du CFSI	Nommé en	Thématique
Cécile Broutin	Oui (Gret)	2015 (2 ^e mandat)	Agriculture et alimentation
Vital Pelon	Non	2015	Agriculture et alimentation
Didier Kaufmann	Non	2015	Agriculture et alimentation
Lise Tregloze	Oui (Fédération Artisans du Monde)	2015	ALIMENTERRE
Claire Rozé	Non	2014	ALIMENTERRE
Ghislain Bregeot	Non	2014	Coopérer autrement
Lucien Cousin	Non	2014	Coopérer autrement
Astrid Frey	Oui (Cités Unies France)	2014	Coopérer autrement
Dominique Cécile Varnat	Non	2014	Coopérer autrement
Didier Kaufmann	Non (membre observateur)	2014	Coopérer autrement

L'équipe salariée au 31 mai 2016

Responsable programme jeunesse et société civile	Agnès Belaïd	<i>PCPA Algérie Coopérer autrement en acteurs de changement</i>
Chargée de mission donateurs et logistique [CDD]	Amandine de Albuquerque	<i>Relation donateurs, appui administratif</i>
Déléguée générale	Anne-Françoise Taisne	
Chargée de mission [CDD]	Clémence Pinson	<i>Gestion et animation du centre de ressources ALIMENTERRE, appui capitalisation</i>
Responsable programme société civile et participation	Emilie Leroux	<i>PCPA Congo Coopérer autrement en acteurs de changement</i>
Responsable administrative et financière	Fabienne Clochette	<i>Gestion administrative et financière</i>
Responsable publics et réseaux	Fanny Darbois	<i>Animation du réseau ALIMENTERRE et festival de films</i>
Chargée d'information agriculture et alimentation (congé maternité)	Hélène Basquin Fané	<i>Gestion et animation du centre de ressources ALIMENTERRE, appui capitalisation</i>
Responsable programme agriculture et alimentation	Isabelle Duquesne	<i>Gestion et animation Fonds Agriculture & Alimentation</i>
Chargée de communication	Minh Maudoux	<i>Site Internet - Réseaux sociaux, création et diffusion des supports de communication</i>
Responsable plaidoyer institutionnel	Pascal Erard	<i>Plaidoyer ALIMENTERRE vis-à-vis des décideurs européens</i>
Comptable	Véronique Ancelin	<i>Comptabilité, paie, relation donateurs</i>

Glossaire

ADESAF	Association pour le Développement Economique et Social en Afrique
AFD	Agence Française de Développement
AIDR	Alliance Internationale de Développement et de Recherche
AMCP	Action Mondiale contre la Pauvreté
APE	Accord de partenariat économique
CAAC	Coopérer autrement en acteurs de changement
CUF	Citées Unies France
4D	Association Dossiers et débat pour le développement durable
EDUCASOL	Plateforme d'éducation à la citoyenneté et la solidarité internationale
FARM	Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM)
F3E	Evaluer, échanger, éclairer
GRDR	Migration, citoyenneté, développement
GRET	Gret, professionnels du développement solidaire
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'Ouest
ODD	Objectifs de développement durable définis par les Nations Unies
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
OSC	Organisation de la société civile
PAFAO	Programme d'appui à l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest
PCPA	Programme concerté pluri acteurs
UE	Union européenne



COMITÉ FRANÇAIS POUR
LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

32, rue Le Peletier
F-75009 Paris

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

@ : info@cfsi.asso.fr
www.cfsi.asso.fr

